

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/En-reaction-contre-l-atome>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **En réaction contre l'atome**

17 janvier 2004

En réaction contre l'atome

Nucléaire. Manifestation ce samedi à Paris contre le projet de nouveaux réacteurs.

En réaction contre l'atome
Par Laure NOUALHAT

Le premier kilomètre se fera à reculons. La manifestation nationale « contre les nouveaux réacteurs nucléaires » qui se déroule samedi à Paris (1) veut frapper les esprits. La gymnastique du premier kilomètre symbolisera le retour en arrière qu'effectuera la France si elle décide de relancer son programme nucléaire en construisant l'EPR, le nouveau réacteur est censé faire la jonction entre les réacteurs vieillissants du parc actuel, et ceux de la génération future, attendus pour 2030.

Anesthésiée. C'est le réseau Sortir du nucléaire, composé de plus de 600 associations françaises et européennes, qui a appelé à manifester le jour de la Sainte-Roseline (clin d'oeil ironique à la ministre de l'Ecologie, Roselyne Bachelot). Coordonné par Stéphane Lhomme (lire ci-contre), ce réseau reste le seul organe résolument antinucléaire en France. Anesthésié par la toute puissance du nucléaire en France, le mouvement peut-il encore mobiliser sur les choix énergétiques du pays ? Les associations écologistes (Greenpeace, WWF, les Amis de la Terre...) seront du cortège, mais les partis politiques vont éviter de s'afficher avec un mouvement encore assimilé à « une bande de zozos chevelus » selon un physicien. Des personnalités des Verts, de la LCR et de certains syndicats seront présentes, mais les socialistes se sont gardés d'appeler à défilé. Le battage des antinucléaires suffira-t-il à rassembler 10 000 personnes, seuil en deçà duquel la manif sera considérée comme un échec ? La militance contre l'atome n'a pas toujours eu un statut de belle endormie.

Au milieu des années 70, quand Pierre Messmer lance son programme électronucléaire suite au premier choc pétrolier, les « anti » se mobilisent.

Dans la foulée de 1968, la société nucléaire est tout de suite associée à une société policière. En juillet 1977, le projet Superphénix de Creys-Malville (Isère) cristallise cette fronde. Plus de 40 000 manifestants se rendent sur un site protégé par des CRS. L'affrontement tourne au drame après la mort d'un jeune de la région, Vital Michallon. Les écolos découvrent, effarés, qu'un débat pacifique et non violent est impossible.

L'apogée du mouvement contestataire a lieu trois ans plus tard à Plogoff, en février-mars 1980.

Pendant six semaines, près de 100 000 opposants défilent à la Pointe-du-Raz pour dire non à une autre centrale. A l'époque, les écologistes bénéficient du soutien de la gauche. Mais ils sont lâchés en 1980 quand Mitterrand réalise que son statut de présidentiable dépend beaucoup de son acceptation de l'atome.

En 1986, la catastrophe de Tchernobyl réveille le mouvement. On avait presque oublié que le

nucléaire était une technologie dangereuse et opaque.

« C'est l'époque du "mensonge radioactif", quand on nous a affirmé que le nuage de Tchernobyl s'arrêterait aux frontières de la France », se souvient Roland Desbordes, physicien et directeur de la CRII-RAD, laboratoire de mesure radiologique indépendant né après le drame ukrainien. « Puisqu'on ne pouvait pas ignorer le nucléaire, autant faire avec, et porter le débat sur le terrain scientifico-médiatique. » Pour les plus virulents, c'est le signe que l'atome s'est fondu dans le paysage. « Et depuis qu'EDF signale presque tous ses incidents, on nous a même appris à nous accommoder des risques potentiels », s'énerve Stéphane Lhomme.

Débat d'experts. Sans compter que, à quelques exceptions près, les projets des nucléocrates ne sont plus débattus. « S'il n'y a pas de nouveaux projets, on ne se mobilise pas », déplore Hélène Gassin de Greenpeace. Par-ci, par-là, on note des actions locales : une marche contre un site d'enfouissement de déchets radioactifs, un blocage de convoi nucléaire, mais rien qui fasse réellement écho dans la société française. Lors de ces « happenings », certains militants viennent des pays voisins (Belgique, Allemagne, Suisse,

etc.) où la vigilance reste forte. « En France, vous considérez que, de toute façon, le nucléaire est un débat d'experts », analyse Markus Pflüger, militant allemand qui soutient la Coordination française contre l'enfouissement des déchets radioactifs. « On vous pousse à la consommation, alors vous vous dites que vous ne pouvez pas vous passer de vos centrales », accuse le militant, qui a fait le voyage pour manifester au côté de ses homologues français.

Vouloir sortir du nucléaire revient alors à faire un grand écart mental quotidien. « Nous aussi on consomme de l'électricité nucléaire », reconnaît Stéphane Lhomme. Les « anti » ne font donc pas que se battre « contre », ils militent aussi pour la sobriété énergétique et le développement des énergies renouvelables. « Il se trouve que nous sommes moins visibles que nos opposants, car nous n'avons pas les mêmes moyens publicitaires ou juridiques », regrettent les associations. « Depuis quelque temps, l'arsenal juridique déployé contre nous se durcit, analyse Hélène Gassin. Si nos actions sont légitimes, elles sont parfois illégales, et une condamnation, ça chiffre vite. » Et ça décourage.

(1) Départ de République à 14 heures en direction du ministère de l'Economie et des Finances à Bercy.